

POLICY BRIEF NO. 01

L'échec d'une tentative de « stabilisation » au Sahel

Tanguy Quidelleur

Mars 2025



Partenaires



Avec le soutien de



Étude commandée par la Direction générale de la coopération au développement et de l'aide humanitaire (DGD).

*Les opinions de l'entité organisatrice
ne reflètent pas automatiquement
celles du gouvernement belge,
de l'ARES ou du VLIR-UOS, et ne
peuvent en aucun cas être liées au
gouvernement belge, l'ARES ou le
VLIR-UOS.*

Publié par
tanguy.quidelleur@ugent.be

L'Université de Gand
Conflict Research Group
41, Sint-Pietersnieuwstraat (T1)
B-9000 Gand
Belgique
www.crg-ghent.be

Citation : Quidelleur, Tanguy. "L'échec d'une
tentative de « stabilisation » au Sahel",
Policy brief – Projet Refract, mars 2025.

POLICY BRIEF NO. 01

L'échec d'une tentative de « stabilisation » au Sahel

Tanguy Quidelleur

Table des matières

RÉSUMÉ	5
INTRODUCTION	6
1 LES ÉCHECS D'UNE APPROCHE AVANT TOUT MILITARISÉE	9
2 LE DÉNIGREMENT D'UNE POLITIQUE ONUSIENNE MENÉE PAR LA FRANCE	12
3 LE RENOUVELLEMENT DE LA POSTURE OCCIDENTALE : LA FIN DE L'HÉGÉMONIE	15
À PROPOS DU PSP REFRACT	18

Résumé

Depuis 2012, le Sahel est au cœur d'un conflit régional marqué par l'échec des interventions internationales et des pratiques de « stabilisation ». Largement inspirées par des imaginaires de reconstruction étatique et de lutte contre le terrorisme, ces politiques ont finalement accompagné les dynamiques locales de violence et les polarisations politiques. La montée de l'autoritarisme, illustrée par les coups d'État récents, reflète une contestation des modèles interventionnistes perçus comme imposés de l'extérieur et redéfinissent des rapports de force à l'échelle régionale. Dans ce contexte, les acteurs ouest-africains jouent un rôle central dans la réinterprétation des pratiques du pouvoir, mais surtout, dans l'émergence de nouvelles alliances et de mise en concurrence des puissances interventionnistes. Ce *policy brief* propose une lecture sociologique et critique des limites des stratégies internationales, en mettant en lumière les effets différenciés des interventions sur les structures sociales et politiques locales. Il explore enfin la perspective d'un engagement international renouvelé, plus attentif aux dynamiques locales et aux recompositions sociopolitiques en cours.

Introduction

Le Sahel a connu un tournant historique ces dernières années¹. La région est désormais confrontée à un conflit régional majeur faisant principalement suite au déclenchement de la rébellion dans le nord Mali en 2012. Dans le sillage de l'intervention militaire française Barkhane, la région est devenue pendant plus d'une décennie le terrain de multiples interventions occidentales. Il s'agit de considérer les interventions internationales de manière large, en incluant toutes les politiques extérieures qui tentent de modifier les sociétés en guerre, notamment via le triptyque « paix, démocratie et reconstruction de l'État² ». Au Sahel, elles recouvrent une multitude de politiques publiques, de projets, de programmes, ou de réformes, mis en œuvre depuis parfois plusieurs décennies pour certains. Ces dispositifs internationaux de gestion de crise modifient les interactions et viennent recomposer ou transformer les rapports de pouvoir entre les acteurs locaux³.

Cette internationalisation de la guerre s'est développée conjointement avec un accroissement du territoire occupé par les djihadistes et les groupes armés sécessionnistes. Les djihadistes ont en effet capitalisé sur les conflits préexistants notamment dans le monde rural, tout en accroissant leurs capacités d'action. Si le volet humanitaire s'est aussi développé notamment au travers de l'action des Nations-Unies, des ONG et plus largement de toutes les institutions internationales, le Sahel est progressivement devenu

¹ Olivier De Sardan, Jean-Pierre. *L'Enchevêtrement des crises au Sahel : Niger, Mali, Burkina Faso*, Karthala Éditions, 2023.

² Vircoulon, Thierry. « Ambiguïtés de l'intervention internationale en République démocratique du Congo », *Politique africaine*, vol. 98, no. 2, 2005, pp. 79-95.

³ Ambrosetti, David, et Buchet de Neuilly, Yves. « Les organisations internationales au cœur des crises », *Cultures & Conflits*, n° 75, 2009, pp. 7-14.

le nouveau terrain de la guerre globale contre le terrorisme⁴, alors que la région était auparavant perçue par les occidentaux comme une zone sujette à des politiques de réduction des inégalités ou alors développementalistes⁵.

En effet, ce processus est historiquement situé. Le Sahel n'est pas seulement une zone géo-climatique. D'abord perçu au tournant des années 1970 comme un symbole de la pauvreté, des sécheresses et des famines⁶, il est désormais aussi vu au prisme de « la menace⁷ », que ce soit au travers des sujets migratoires, démographiques ou « terroristes ». L'espace sahélien, au travers des représentations internationales, est désormais considéré par les pays occidentaux comme une zone propice à la « radicalisation religieuse » et associé à une vision politique profondément militarisée⁸, qui a dominé pendant la majeure partie de l'intervention occidentale⁹.

Surtout les différents partenaires extérieurs impliqués ont échoué à mettre en place les pratiques de « stabilisation¹⁰ » ainsi que de construction ou reconstruction de l'État qu'elle préconisait. Initialement théorisé par les États-Unis au début des années 1990 pour englober diverses activités auparavant désignées sous le terme d'opérations de soutien à la paix, le terme « stabilisation » a depuis été intégré dans les doctrines militaires de la plupart des nations occidentales. Désormais, le terme revêt différentes significations et englobe un large éventail d'activités et d'interprétations. Certains pays l'utilisent pour désigner une stratégie globale visant à instaurer une paix durable, tandis que d'autres restreignent son application au seul rôle militaire dans les opérations de stabilisation (avec des pratiques différentes selon les acteurs, comme la collaboration avec d'autres agences, le processus

⁴ Charbonneau, Bruno., et al. « De la "guerre contre le terrorisme" aux guerres sans fins : la co-production de la violence en Afghanistan, au Mali et au Tchad », *Cultures & Conflits*, 2022 n°3, 123-124, pp.67-82.

⁵ Bergamaschi, Isaline. « "Appropriation" et "lutte contre la pauvreté" au Mali : Interprétations, pratiques et discours concurrents ». *Revue Tiers Monde*, 2011/1, n° 205, pp.135-150.

⁶ Bourgeot, André. « Sécheresses et famines du Sahel », *L'Homme*, tome 16, n°4, 1976, pp. 146-148.

⁷ Bigo, Didier. « L'idéologie de la menace du Sud », *Cultures et conflits*, n° 2, 1991, pp. 3-15

⁸ Ibid.

⁹ International Crisis group. « A course correction for the Sahel stabilization Strategy », *Africa Report* n° 299, 1 February 2021.

¹⁰ De Durand, Étienne. « Des Balkans à l'Afghanistan : les opérations de stabilisation complexes ». *Politique étrangère*, n° 2 Été, 2005. pp.327-342.

de reconstruction civile, le développement durable). Comme le relèvent certains auteurs : « *The military definition of stabilization lacks consensus, with various professional groups opting for different approaches based on their specific needs and capabilities. Some, like medics, prefer a temporary, activist approach, while others, like avionics experts, advocate for a structural, long-term strategy. Despite decades of experience, the defense community has not unified on a single definition*¹¹ ».

Cette approche militarisée s'est conjuguée, au Sahel, à un retour de l'autoritarisme militaire. Trois pays sahéliens ont ainsi connu ces dernières années un tournant politique significatif avec des coups d'État au Burkina Faso (janvier et septembre 2022), au Mali (août 2020 et mai 2021) et au Niger (juillet 2023). Ces changements dans les prises de pouvoir ont aussi amené à une sévère critique des partenaires internationaux dans ces pays. Ils ont conduit au départ des forces militaires françaises mais aussi des Nations unies¹² et de différents pays notamment européens. Surtout ces recompositions ont amené de nouveaux partenariats notamment dans les pratiques de contre-insurrection avec par exemple l'arrivée de partenaires russes au Mali et au Burkina Faso, ou encore l'achat de drones turcs. Comment alors faire le bilan d'une décennie d'interventions au Sahel ? Notre propos se concentrera principalement sur l'exemple du Burkina Faso et du Mali actuellement au cœur des violences qui traversent cette région.

Nous retracerons ainsi dans notre propos comment l'intervention internationale a échoué (1), notamment dans un cadre onusien en tirant le fil rouge de l'hégémonie de la France au Sahel durant cette période (2). Nous explorerons ensuite comment cette posture occidentale peut être actuellement renouvelée dans la région (3).

¹¹ De Spiegeleire, Stefan, Sweijjs, Tim, et Wijninga, Peter. « Designing Future Stabilisation Efforts : Annex C - Deconstructing Definitions of Stabilization », *The Hague Centre for Strategic Studies*, 2014.

¹² Koungou, Léon. « S'adapter ou partir : le dilemme de l'Occident militaire au Sahel », *Revue Défense Nationale*, n° 870/5, 2024, pp. 103-108.

Les échecs d'une approche avant tout militarisée

À la suite de l'insurrection dans le Nord du Mali en 2012 en partie provoquée par la crise libyenne¹³, au Sahel, l'intervention internationale s'est tout d'abord matérialisée dans des actions militaires françaises¹⁴ Serval en 2013, puis Barkhane en 2014. Ces opérations se sont accompagnées de formations (EUTM, EUCAP...) pour les forces de défense et de sécurités locales, auxquelles les Européens ont largement contribué. Cette stratégie avant tout sécuritaire, au départ principalement impulsée par la France, apparaît aujourd'hui comme un échec face à la montée de la violence dans le monde rural, mais aussi, au regard de la perte de confiance des populations dans les régimes politique qui ont accompagné ces pratiques, aujourd'hui remplacés par des juntas militaires¹⁵. Depuis 2013, la France, accompagnée de ses alliés, s'est en effet érigée comme le principal architecte de l'intervention internationale. Tout en donnant la priorité à une solution militaire, elle s'est illustrée par l'approche dite des « 3D », à savoir, « défense diplomatie développement ». Inspiré de la théorie du nexus « sécurité et développement¹⁶ », il s'agissait de pacifier la région en investissant dans la lutte contre l'insécurité et le développement - postulant que ceux-ci sont interdépendants - tout en assurant

¹³ Pellerin, Mathieu. « Le Sahel et la contagion libyenne », *Politique étrangère*, n° 4, 2012, pp. 835-847.

¹⁴ Daho, Grégory, Pouponneau, Florent et Siméant-Germanos, Johanna (dir). *Entrer En Guerre Au Mali : Lutttes Politiques et Bureaucratiques Autour de L'intervention Française*, Éditions Rue d'Ulm, 2022.

¹⁵ Ouedraogo, Djibrihina. « La démocratie menacée par le terrorisme dans les États du Sahel », *Afrique contemporaine*, n° 1, 2024, pp. 315-333.

¹⁶ Voir le bilan fait par l'AFD sur ce sujet : Riche, Elodie, et Naudet, Jean-David. « L'aide au développement à l'épreuve des contextes de conflit », *Papiers de recherche*, Éditions AFD, n° 327, 2024.

une reconstruction de l'État et des modes de gouvernement grâce à la diplomatie. Finalement, cette politique des 3D a été principalement pilotée par le ministère de la défense, et s'est surtout incarnée dans des politiques et une approche civilo-militaire, en vogue depuis les conflits des Balkans dans les années 1990¹⁷.

Dans cette perspective, la France a mobilisé divers partenaires extérieurs afin de prolonger le financement des politiques de développement dans la région. En 2017, la France, l'Allemagne et l'Union européenne ont ainsi lancé l'Alliance pour le Sahel, en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement, la Banque africaine de développement et la Banque mondiale, afin de coordonner et d'améliorer l'aide au développement pour les pays du G5 Sahel¹⁸ (Burkina Faso, Niger, Mali, Mauritanie, Tchad). Avec un fonds dépassant les 11 milliards d'euros, cette Alliance visait à soutenir les investissements dans l'éducation, l'emploi, le développement rural, la sécurité alimentaire, la décentralisation et la fourniture de services de base, ou encore, de sécurité intérieure. Par la suite, en 2019, la France et l'Allemagne ont annoncé le Partenariat pour la Sécurité et la Stabilité au Sahel (P3S), qui s'engage à mobiliser un soutien international pour renforcer les systèmes de justice et améliorer la sécurité intérieure par le biais de programmes de renforcement des capacités et de formation pour les forces de défense et de sécurité.

Si l'accent mis sur le développement a pu être important, il n'a pu régler les problèmes politiques locaux à l'origine des violences : illégitimité des autorités liées à l'État, concurrences pour les ressources, compétition entre différents groupes sociaux (conflits religieux, générationnels, de classe...). Cette approche co-construite a finalement eu des conséquences politiques significative, notamment parce que les efforts mis sur la sécurité ont exacerbé

¹⁷ Daho, Grégory. *La transformation des armées. Enquête sur les relations civilo-militaires en France*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2016.

¹⁸ Le G5 Sahel est créé à l'occasion d'un Sommet des Chefs d'État de la Mauritanie, du Mali, du Burkina Faso, du Niger et du Tchad, en février 2014, avec l'ambition d'aider les armées nationales en mutualisant leurs forces, notamment dans les zones frontalières. Il devait permettre un désengagement progressif de la France. Voir par exemple : Desgrais, Nicolas. « La Force conjointe du G5 Sahel ou l'émergence d'une architecture de défense collective propre au Sahel », *Les Champs de Mars*, vol. 30+s, n° 1, 2018, pp. 211-220.

la violence elle-même¹⁹. Face à cette situation, les efforts occidentaux ont principalement suivi le modèle établi par les Français au départ : soutenir la stabilisation politique, renforcer les dispositifs de sécurité et aider au développement. Mais, bien que le renforcement des modes de gouvernance soit un aspect essentiel de la stratégie de stabilisation, les bailleurs et les États sahéliens lui ont souvent accordé un caractère accessoire par rapport aux objectifs liés à la sécurité durant l'intervention. Surtout, cette stratégie s'est adossée à des systèmes politiques à bout de souffle et impopulaires, qui sont finalement tous tombés par des coups d'État.

Enfin, les « partenaires occidentaux » des pays sahéliens ont eu tendance à percevoir les réformes liées à la gouvernance comme un objectif complexe et difficile, nécessitant une vision à long terme par rapport aux déploiements sécuritaires supposés rapporter des gains rapides. De plus, ils ont pu craindre que la poursuite de réformes de gouvernance n'entraîne des tensions avec les gouvernements sahéliens, ayant des agendas différents, comme en témoignent les récents coups d'État au Mali, au Burkina Faso et au Niger. Les injonctions à la lutte contre la corruption ou l'acceptation de pratiques politiques considérées comme plus « démocratiques », ont ainsi pu être perçues comme humiliantes ou liées à du néocolonialisme. Aussi, au niveau local et selon un modèle onusien standardisé, les partenaires occidentaux ont tendance à minimiser les dimensions politiques des questions de gouvernance. Par exemple, les bailleurs ont fréquemment réduit les défis politiques, tels que l'extension de la présence de l'État dans les zones rurales et l'amélioration de ses relations avec les populations locales, à des problèmes d'infrastructure, de renforcement des capacités ou simplement, de manque de volonté.

¹⁹ Bouhlei, Ferdaous. « (Ne pas) dialoguer avec les groupes « jihadistes » au Mali ? : Entre contradictions normatives, « manqués » de la médiation ... et nécessité heuristique », Rapport d'étude de cas, Fondation Berghof, 2020.

Le dénigrement d'une politique onusienne menée par la France

À l'instar d'autres conflits²⁰, les différentes initiatives du *peacebuilding* ou du *statebuilding* ont créé de nouvelles arènes politiques locales tout en accompagnant la multiplication des violences. Comme pour les programmes de développement, ces politiques sont des « modèles voyageurs²¹ », compris comme des interventions institutionnelles standardisées visant à produire des changements sociaux dans différentes configurations. De manière générale, comme d'autres chercheurs l'ont montré par exemple au Congo²², depuis des décennies, les réponses internationales demeurent incohérentes et insuffisantes sur différents conflits en Afrique. Les interventions étrangères restent de manière générale mal coordonnées et se superposent, limitant l'impact des efforts de paix. Aussi, le manque de stratégie commune entre les États (interventionnistes comme locaux) et les organisations empêche de traiter les causes profondes de l'instabilité, laissant les populations civiles dans une situation de grande vulnérabilité.

Au Sahel, la France a aussi eu une « empreinte majeure » sur la mission de paix de l'ONU au Mali, lancée en 2013, la MINUSMA. Paris a ainsi placé des Français à des postes clés au sein de l'état-major militaire de la mission, rendant la coexistence entre les deux acteurs parfois tendue et confuse. En

²⁰ Lefranc, Sandrine. « Comment une chimère est devenue une politique internationale : l'arène de la « paix positive » », *Critique internationale*, vol. 92, n° 3, 2021, pp. 95-120.

²¹ Olivier de Sardan, Jean-Pierre. *La revanche des contextes. Des mésaventures en ingénierie sociale en Afrique et au-delà*, Karthala, 2021.

²² Vlassenroot, Koen et Vogel, Christoph. « Est de la RDC : « Les réponses internationales restent incohérentes pour stopper l'escalade du conflit », *Le Monde Afrique*, 31 octobre 2024.

somme, la France a été perçue comme un acteur affichant un « multilatéralisme de façade²³ », tout en prétendant donner des leçons à ses partenaires et en imposant sa vision. Elle a ainsi joué de son influence pour faire de la MINUSMA une opération de maintien de la paix et de « stabilisation » avec un mandat robuste, notamment pour lutter contre le terrorisme, et non une simple mission politique, laissant certains pays comme l'Allemagne²⁴, particulièrement sceptiques. Certes, les problèmes de coordination et de concurrence entre États membres, notamment certains « leader » sont un problème classique dans les opérations de maintien de la paix, comme l'a illustré la mission de l'ONU dirigée par les États-Unis en Somalie au début des années 1990. Mais au Sahel, lors des récentes missions de « stabilisation » au cours des dernières années, l'ONU est confrontée à un nouveau dilemme spécifique : la volonté par certains membres d'opérer une fusion entre la « lutte contre le terrorisme » et le maintien de la paix. La MINUSMA a ainsi contribué à brouiller les lignes entre la lutte contre le terrorisme menée par la France, le maintien de la paix de l'ONU, et les activités humanitaires²⁵.

De plus, la mission onusienne est progressivement devenue le symbole d'une stagnation de la situation et de l'imposition de conditions injustes pour les Maliens, notamment dans la gestion des Accords de paix d'Alger de 2015. En effet, la plupart des acteurs internationaux ont concentré beaucoup d'effort sur la mise en place de Réformes du Secteur de la Sécurité (RSS), notamment au Mali, mais aussi dans les pays voisins²⁶. En réponse à la prolifération des groupes armés, les stratégies occidentales de stabilisation se sont incarnées au travers de politiques de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR), une méthodologie développée dans le cadre onusien et multilatéral depuis les années 1990. Au Mali, par exemple, les efforts de DDR sont intégrés dans des programmes spécifiques ciblant les régions les plus touchées par les conflits, notamment dans les zones Nord et Centre. Les programmes

²³ Bergamaschi, Isaline, et Diawara, Mahamoudou. « The French Military Intervention in Mali: Not Exactly Françafrique, but Definitely Postcolonial », dans Charbonneau, Bruno, et Chafer, Thomas. *Peace Operations in the Francophone World*, Londres, Routledge, 2014, pp. 137-152.

²⁴ Tull, Denis. « A Skeptical Intervener: Germany in the Sahel », IRSEM, Strategic Brief n° 7, 2020.

²⁵ Sauter, Melanie. « A Shrinking Humanitarian Space: Peacekeeping Stabilization Projects and Violence in Mali », *International Peacekeeping*, n° 29, pp. 624-649, 2022.

²⁶ Saidou, Abdoul Karim. « L'après-Compaoré au « concret »: transition politique et réformes des politiques de sécurité au Burkina Faso », *Politique et sociétés*, n° 39/2, 2020, pp. 81-110.

visaient à réintégrer les anciens combattants dans la vie civile tout en les désarmant et en les démobilisant. Ces initiatives incluaient souvent une combinaison d'incitations, telles que la formation professionnelle, l'éducation et des programmes de réintégration communautaire. Comme dans d'autres contextes, ces programmes ont échoué. Tout d'abord parce que la plupart des acteurs n'avaient pas de garanties suffisantes pour leur sécurité et parce que le partage des ressources est devenu un enjeu de lutte politique. Ils ont aussi été très mal perçus par les militaires maliens, qui y ont vu une « récompense » pour ceux qui avaient pris les armes contre l'État, comme dans le cas des précédents cycles de rébellion.

Le renouvellement de la posture occidentale : la fin de l'hégémonie

Que retenir de cette décennie de d'intervention internationale au Sahel ?

- 1 Tout d'abord, on observe des stratégies multiples et concurrentes. L'imbrication d'acteurs locaux, nationaux et internationaux a en effet complexifié le conflit. Il apparaît que l'intervention internationale a échoué à répondre à plusieurs demandes des régimes en place, que ses nouveaux partenaires semblent avoir, au contraire, trouvé en parallèle. Sur l'aspect militaire, les acteurs russes ont par exemple fourni un équipement et un accompagnement rudimentaire, qui convenait mieux aux attentes des Maliens. De même, des objectifs politiques qui semblaient peu importants ou accessoires pour les Occidentaux, comme la reprise de Kidal par exemple au Mali, ont pu être remplis rapidement par ces nouveaux partenaires.
- 2 Aussi, les « répertoires rhétoriques » moralisateurs qui ont été mobilisés par les occidentaux ont finalement détérioré les relations diplomatiques. C'est par exemple le cas de la France validant la prise de pouvoir sans élections au Tchad par le fils de l'ancien Président, mais condamnant les coups d'État au Burkina Faso, au Mali, ou au Niger. La fin de Barkhane correspond aussi à un mouvement politique transnational

de rejet des élites françaises, et plus largement, occidentales²⁷. Les formes des interventions étant perçues comme les restes d'une politique coloniale, puis néocoloniale.

- 3 Ensuite, dans la continuité du point précédent, il apparaît que le reflux occidental n'a pas empêché la poursuite de l'internationalisation du conflit. Malgré les discours politiques des juntas sahéliennes autour de la « souveraineté », d'autres acteurs extérieurs sont arrivés ou ont amplifié leur action, surtout pour les activités liées à la sécurité et au militaire : Chine, Russie, Turquie, pays du Golfe... Si tous les pays occidentaux n'ont pas été alignés sur la position française et plus largement, européenne, ils ont pour beaucoup ensuite subi l'opprobre de la part des trois États sahéliens ayant connu des coups d'États, et ont été sommés de partir, ou d'arrêter/réduire leurs activités. Ces pratiques se sont aussi retrouvées pour les ONG (sauf humanitaires, qui ont réussi à négocier leur présence) ou encore, pour des médias internationaux.

- 4 Comment alors opérer dans cette région pour des acteurs internationaux ? Tout d'abord, une approche stato-centrée semble à exclure, même si celle-ci est pourtant souvent la plus efficace²⁸. Dans un contexte où les régimes en place se rendent coupables de graves violations des droits humains, concentrent les richesses et le pouvoir tout en alimentant des dynamiques de guerre civile, il est essentiel d'adopter une approche prudente et sélective quant à la collaboration avec l'administration. Il apparaît en effet illusoire de s'appuyer aveuglément sur des structures administratives qui, dans certains cas, participent aux exactions, comme certaines branches de l'armée ou une partie de l'appareil judiciaire impliquée dans la répression. Cependant, il reste crucial de maintenir un dialogue et un engagement avec l'administration, y compris à ses niveaux décentralisé, déconcentré et central, afin de protéger et renforcer les fonctions essentielles de l'État. Le soutien ciblé à des institutions clefs – notamment celles chargées

²⁷ Tournons la page. « De quoi le rejet de la France est-il le nom ? Une recherche-action dans six pays d'Afrique francophone », Novembre 2014.

²⁸ Dorransoro, Gilles, Quesnay, Arthur et Courraud, Marie. « Quelle stratégie pour l'aide civile en Ukraine ? » *Études de l'IFRI*, 2022.

de la fourniture des services de base comme la santé ou l'éducation. Cette coopération doit néanmoins être menée avec discernement, afin d'éviter de renforcer des acteurs responsables de violations et de garantir que l'appui international serve réellement l'intérêt des populations. Néanmoins, d'autres modes d'actions plus spécifiques peuvent être mis en place, à un moment où de nombreux partenaires occidentaux ont coupé ou réduisent les fonds alloués (USA, Allemagne, Suède...). Certains acteurs humanitaires²⁹ recommandent ainsi que les bailleurs de fonds internationaux continuent de soutenir ces pays malgré la crise politique actuelle et les violations répétées des droits humains par les juntes au pouvoir. Au Sahel, l'arrêt des financements de développement a aggravé les besoins humanitaires, au moment où le nombre de déplacés internes n'a jamais été aussi grand. Il s'agirait alors *a minima* de réduire les vulnérabilités les plus fortes et de soutenir les services essentiels pendant les crises politiques.

- 5 Enfin, il s'agit de ne pas mettre de coup d'arrêt à la collaboration scientifique, notamment afin de garder une proximité intellectuelle entre les champs de la recherche. Il s'agirait de construire une politique de visas plus inclusive, associée à une recherche-action et surtout, l'enjeu d'instaurer des visas long séjour multi-entrées pour les étudiants et chercheurs sahéliens (réduire les délais de traitement et simplifier les justificatifs nécessaires, continuer de développer des laboratoires de recherche communs...). Changer de paradigme semble crucial et il apparaît en effet comme contre-productif de stopper toute collaboration, notamment au regard de tout ce qui a pu être fait dans cette décennie de « stabilisation ».

²⁹ Norwegian Refugee Council. « Weathering the Storm - Why and how development financing actors should stay engaged during political crises », 2024.

À Propos du PSP REFRACT

REFRACT – Résilience et Fragilité en Action est un Programme d'appui à la politique (PSP) financé par le « Conseil Interuniversitaire Flamand » (VLIRUOS) et « l'Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur » (ARES). Ce projet est réalisé pour le compte de la Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire (DGD) et est mis en œuvre par un consortium de chercheurs d'universités belges et africaines.

Notre Ambition

Nous examinons de manière critique l'évolution des dynamiques de la fragilité et de la résilience dans des contextes de crises multi-dimensionnelles. En dialoguant avec les décideurs politiques et en explorant les causes, les expériences vécues et les impacts de ces crises, nous souhaitons éclairer les réponses politiques. Grâce à une analyse rigoureuse et à un dialogue collaboratif, nous proposons des stratégies innovantes et inclusives qui sont fermement ancrées dans les réalités quotidiennes des personnes touchées par ces crises, et qui renforcent la résilience tout en s'attaquant aux facteurs systémiques de fragilité.

Notre Approche

Nous faisons progresser les connaissances et informons les politiques grâce à des recherches menées dans un cadre structuré comprenant quatre groupes thématiques et deux groupes de travail transversaux :

- 1 Nexus Humanitaire-Développement-Paix (HDP) :** Ce groupe thématique examine les défis de la mise en œuvre du triple nexus HDP dans des contextes locaux. Il propose des recommandations concrètes pour relever ces défis et améliorer l'intégration des efforts humanitaires, de développement et de paix.
- 2 Localisation de l'Aide :** En mettant l'accent sur l'autonomisation des acteurs locaux dans les interventions de développement et

les réponses humanitaires, ce groupe thématique vise à clarifier le concept de localisation et à s'attaquer aux obstacles qui entravent sa mise en œuvre dans des contextes fragiles, favorisant ainsi un programme d'aide plus inclusif.

- 3 Espace Civique et le Principe « Ne Laisser Personne de Côté » :** Ce groupe thématique explore les difficultés rencontrées par les acteurs de la société civile opérant dans des environnements fragiles, affectés par des conflits et de plus en plus autoritaires. Il vise à identifier des approches qui favorisent la résilience et l'inclusion dans des espaces civiques qui rétrécissent.
- 4 Économie Politique des Conflits et des Guerres Civiles :** En abordant les dynamiques de l'évolution des conflits et de la fragilité, ce groupe examine les dimensions politiques et économiques des conflits, des guerres civiles et des contextes autoritaires, avec pour objectif de proposer de nouvelles approches et d'adapter les cadres politiques existants.
- 5 Défis Méthodologiques et Épistémologiques :** Ce groupe thématique transversal se concentre sur les méthodologies de recherche adaptées aux contextes fragiles, en mettant l'accent sur des pratiques éthiques et collaboratives qui respectent et intègrent les connaissances et perspectives locales.
- 6 Le Gender Lab :** Il applique une analyse de genre intersectionnelle aux principaux défis sociétaux, politiques, économiques et environnementaux étudiés à travers des groupes thématiques. Le Gender Lab intègre des méthodologies féministes, des approches participatives et un engagement politique afin de promouvoir l'égalité de genre et la justice sociale dans les efforts de résilience menés en contextes fragiles.

Où Travaillons-nous ?

Notre zone géographique d'intervention comprend le Sahel et la région des Grands Lacs en Afrique, avec un accent particulier sur le Burkina Faso, le Niger, le Mali, la République Démocratique du Congo, le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi.

